

Un forum international ravive la tension entre l'Algérie et le Maroc

- Par [Arnaud de La Grange](#)
- Mis à jour le 17/03/2015 à 12:12
- Publié le 17/03/2015 à 11:12



Le Crans Montana Forum s'est tenu le week-end dernier à Dakhla, au Sahara occidental, une ex-colonie espagnole contrôlée par le Maroc mais revendiquée par des indépendantistes (Polisario), qui avaient jugé sa tenue «illégal».

Envoyé spécial à Dakhla

C'est un forum à la forte symbolique politique qui s'est tenu le week-end dernier à Dakhla. Et ce n'est pas le thème des débats qui a créé la polémique, mais le lieu. Le [Crans Montana Forum](#) était organisé au Sahara occidental, une ex-colonie espagnole sous contrôle du [Maroc](#), mais dont le Polisario continue à revendiquer l'indépendance, soutenu en cela par l'[Algérie](#).

«Aujourd'hui, Dakhla s'est inscrite sur la carte des relations internationales», s'est félicité Jean-Paul Carteron, président du Crans Montana Forum, une structure basée en Suisse qui organise des rencontres internationales, sur un mode plus modeste et moins médiatique que Davos. Mais que Dakhla crève soudain les cartes n'a pas été du goût de tout le monde. Le chef des relations extérieures du Polisario a dénoncé une «violation du droit international» et décrété la manifestation «illégal».

Un forum vécu comme une humiliation par l'Algérie

L'Algérie, elle, a vécu ce raout international comme une humiliation. Ses diplomates se sont activés dans toute l'Afrique et même au-delà pour convaincre les invités de ne pas se rendre à l'événement. Et la presse d'Alger a tiré à boulets rouges sur le forum. L'Union africaine (UA) avait auparavant publié une déclaration appelant Crans Montana Forum à annuler ses projets à Dakhla et exhortant à boycotter le forum.

Seulement voilà, il y avait à Dakhla plus de 800 personnalités d'une bonne centaine de pays. Et parmi eux, des chefs d'État ou de gouvernement en exercice - comme le premier ministre de Guinée ou le président de Macédoine -, des diplomates en chef de nombreux États africains et une escouade d'anciens hommes politiques de premier plan, comme l'ancien chef de gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero. Côté français, avaient fait le voyage [Dominique de Villepin](#), Jean-Louis Borloo - pour promouvoir son projet d'électrification de

l'Afrique -, Eric Besson, et [Philippe Douste-Blazy](#). La présence de ce dernier, qui a le titre de conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, a obligé [Ban Ki-moon](#) a publié un communiqué précisant que l'ancien ministre français ne le représentait pas et participait «à titre privé» au forum...

«Il est bizarre de voir un État se mobiliser ainsi, avec toute sa machine diplomatique, contre une organisation privée œuvrant pour la paix.»

Salaheddine Mezouar, ministre marocain des Affaires Etrangères

Au grand dam d'Alger, le forum de Dakhla était monté en collaboration avec l'ISESCO, un organisme de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique), et pour partie avec l'[UNESCO](#), une institution relevant de l'[ONU](#). Ce qui, de facto, apporte de la légitimité aux droits du Maroc sur ces territoires sahariens. La manifestation était en effet placée sous le haut patronage du roi [Mohammed VI](#), dont un discours a été lu en guise d'ouverture par le premier ministre marocain, Abdelilah Benkirane. Étaient aussi présents les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères. «Dakhla a été choisie parce qu'elle a vocation à être une ville plate-forme entre le Nord et le Sud, une porte vers l'Afrique», explique ce dernier, Salaheddine Mezouar. Au passage, le chef de la diplomatie marocaine s'étonne de la «nervosité» algérienne... «Il est bizarre de voir un État se mobiliser ainsi, avec toute sa machine diplomatique, contre une organisation privée œuvrant pour la paix. Il ne faut pas confondre des initiatives de rapprochement entre les peuples et les prises de position politiques».

Ces territoires sahariens - immenses mais abritant moins d'un million d'habitants - sont revendiqués [à la fois par le Maroc](#) (qui parle de «Sahara marocain» et contrôle 80 % de la superficie totale) et par la République arabe sahraouie démocratique (RASD), proclamée par le Front Polisario en 1976. L'ONU entretient sur place une mission de surveillance du cessez-le-feu mais ses efforts de médiation diplomatique restent dans l'impasse. Le sujet doit revenir sur la table à New York le mois prochain, échéance qui n'est sans doute pas étrangère à l'effervescence autour du forum de Dakhla...